



Arrêt

n° 223 443 du 1^{er} juillet 2019
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. DESENFANS
Square Eugène Plasky 92-94
1030 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE PRÉSIDENT DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 octobre 2018 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 septembre 2018.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 14 novembre 2018 prise en application de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu la demande d'être entendu du 16 novembre 2018.

Vu l'ordonnance du 23 janvier 2019 convoquant les parties à l'audience du 22 février 2019.

Entendu, en son rapport, M. WILMOTTE, président de chambre.

Entendue, en ses observations, la partie requérante assistée par Me E. MASSIN *loco* Me C. DESENFANS, avocats.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire adjoint »).

2. Le requérant, de nationalité guinéenne, déclare qu'après le décès de son père et la cérémonie du sacrifice en son honneur, son oncle paternel a fait venir un imam pour lire le document d'héritage devant toute la famille. Il a ainsi appris qu'il héritait de l'intégralité des biens de son défunt père. Sa belle-mère, mécontente, a appelé ses deux frères pour que ceux-ci s'emparent de l'oncle paternel du requérant et lui ravissent le document de l'héritage ; mais celui-ci avait entretemps été emporté par l'imam. Les deux frères de la marâtre du requérant se sont alors retournés contre lui et l'ont blessé à la tête et à la poitrine. Le requérant a pu échapper au danger grâce à l'intervention des voisins qui l'ont emmené chez eux. Il s'est alors rendu chez une connaissance, M. S., qui l'a conduit à l'hôpital où il s'est fait soigner

pour ensuite retourner chez M. S. chez qui il est resté quelques jours. Il a appris que ses deux demi-frères le recherchaient pour attenter à sa vie. Se sentant en insécurité, il a quitté, en juin 2017, la Guinée et est arrivé finalement en Belgique en octobre 2017 en transitant par plusieurs pays africains et européens.

3. La partie défenderesse rejette la demande de protection internationale du requérant pour différents motifs. D'une part, elle estime que la persécution que le requérant invoque ne se rattache pas aux critères prévus par l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la « Convention de Genève »), modifié par l'article 1^{er}, § 2, du Protocole additionnel de New York du 31 janvier 1967. D'autre part, la partie défenderesse considère que le requérant n'encourt pas un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »), son récit manquant de toute crédibilité. A cet effet, elle relève d'abord une importante et grave contradiction entre les propos que le requérant a tenus à l'Office des étrangers, lors de sa déclaration le 8 novembre 2017 d'abord (dossier administratif, pièce 21, Déclaration, p. 11), au cours de son audition du 19 juin 2018 ensuite (dossier administratif, pièce 17, Questionnaire, p. 3, rubrique 3.5), qui met en exergue deux récits différents ; la partie défenderesse souligne ensuite d'autres divergences essentielles entre les déclarations du requérant à l'Office des étrangers et au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissariat général ») concernant son contexte familial ; elle signale encore d'autres variations dans les propos du requérant concernant le fait d'avoir étudié ou pas, les circonstances de sa fuite du pays et de son trajet migratoire ainsi que la personne qui est en possession du document d'héritage ; elle souligne enfin l'incohérence, eu égard au contexte familial invoqué, de la réaction disproportionnée des membres de sa famille lors de la lecture du document d'héritage. Pour le surplus, la partie défenderesse considère que le certificat médical produit par le requérant ne peut pas modifier sa décision. Par ailleurs, elle constate l'absence de tout lien entre les problèmes que le requérant dit avoir rencontrés en Libye et les craintes qu'il allègue en cas de retour en Guinée.

4. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil ») constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif.

5. La partie requérante critique la motivation de la décision. Elle invoque la violation de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève, des articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/7, 57/6, alinéa 2, et 62 de la loi du 15 décembre 1980 (requête, p. 3). Elle invoque également la violation des articles 1^{er} à 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que du principe général de bonne administration et du devoir de prudence (requête, p. 4).

6.1. Le 8 novembre 2018, le Commissaire général a fait parvenir au Conseil une note d'observation (dossier de la procédure, pièce 4).

6.2. Par le biais d'une note complémentaire déposée à l'audience (dossier de la procédure, pièce 12), la partie requérante a transmis au Conseil une attestation psychologique établie le 14 février 2019 par C. V., psychologue clinicienne, et rédigée en néerlandais.

7.1. S'agissant « [...] de la question du rattachement à l'un des critères prévus par la Convention de Genève », la partie requérante « [...] s'en réfère à l'appréciation [...] [du] Conseil » (requête, p. 3). Elle affirme toutefois « [...] qu'il existe dans le chef du requérant un risque réel de subir les atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 » (idem).

7.2. Qu'il s'agisse des craintes du requérant liées à l'héritage de son défunt père ou des problèmes qu'il a rencontrés lors de son parcours migratoire après le départ de son pays, le Conseil estime que les persécutions qu'il invoque ne se rattachent pas aux critères prévus par l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève, à savoir la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un certain groupe social ou les opinions politiques, et qu'il n'y a dès lors pas lieu de lui reconnaître la qualité de réfugié.

7.3. Dès lors, la question en débat consiste à déterminer s'il y a de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour en Guinée, le requérant encourt un risque réel de subir une atteinte grave visée à l'article 48/4, § 2, a ou b, de la loi du 15 décembre 1980, cette atteinte grave étant, selon la partie requérante, « [...] constituée dans son cas, par les traitements inhumains et dégradants, ou la mort qu'il risque de subir en cas de retour au pays en raison du fait que sa famille veut l'assassiner pour des raisons d'héritage. Il

craint aussi les autorités Guinéennes car ses frères sont membres des forces de l'ordre et souhaitent aussi assassiner le requérant » (requête, p. 3).

8. Le Conseil rappelle que, conformément à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980, il exerce une compétence de pleine juridiction lorsqu'il est saisi, comme en l'espèce, d'un recours à l'encontre d'une décision du Commissaire adjoint. A ce titre, il peut « *décider sur les mêmes bases et avec une même compétence d'appréciation que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. Le recours est en effet dévolutif et le Conseil en est saisi dans son ensemble. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides s'est appuyé pour parvenir à la décision* » (Doc. Parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/1, p. 95) et sa saisine n'est pas limitée par les termes du recours porté devant lui (C.E., 8 mars 2012, n° 218.382).

9. S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1^{er}, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1^{er}, de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), s'il revient, au premier chef, au demandeur d'asile de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence le Commissaire adjoint, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur d'asile ; pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a à d, de la loi du 15 décembre 1980 (voy. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

Par ailleurs, l'obligation de motivation de la partie défenderesse ne la contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger in fine sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

10. Le Conseil estime que la partie requérante ne formule pas de moyen sérieux susceptible de mettre valablement en cause les motifs de la décision attaquée, relatifs à la crédibilité de son récit, et qu'elle ne fournit en réalité aucun éclaircissement de nature à établir la crédibilité des faits qu'elle invoque et le bienfondé du risque qu'elle allègue.

10.1.1. Critiquant les motifs afférents à la contradiction dans les propos du requérant concernant le nombre de ses belles-mères et les mobiles réels de sa fuite du pays d'origine, la partie requérante soutient, d'une part, que le requérant n'a pas deux belles-mères mais une seule, à savoir S. D., tandis que M. F. est une amie de sa belle-mère. Quant à l'élément déclencheur de sa fuite du pays, elle souligne, d'autre part, qu'il s'agit d'un conflit sur l'héritage. Elle justifie les contradictions répertoriées dans la décision par l'absence d'interprète lors de son entretien en langue française à l'Office des étrangers (requête, p. 5).

10.1.2. L'explication avancée dans la requête ne conteste pas valablement les contradictions dénoncées par la partie défenderesse.

En effet, selon les déclarations du requérant à l'Office des étrangers le 8 novembre 2017, les deux femmes de son père, dénommées S. D. et M. F., le frappaient pour l'obliger à vendre les marchandises qu'il ne parvenait pas à écouler ; il a ensuite déclaré avoir décidé de fuir son pays lorsqu'une de ses belles-mères, M. F., l'a poursuivi avec une hache pour le tuer en raison des coups qu'il avait portés à son fils (dossier administratif, pièce 21, p. 11) ; lors de cet entretien, il n'évoque nullement des problèmes engendrés par un conflit successoral. Par contre, entendu lors d'un second entretien le 19 juin 2018 à l'Office des étrangers, le requérant a déclaré que c'était un problème d'héritage qui l'avait poussé à quitter son pays et qui nourrissait sa crainte de retour - précisant que les deux frères et les deux fils de sa belle-mère cherchaient à le tuer en raison du fait que son père lui avait légué l'intégralité de son héritage (dossier administratif, pièce 17).

Le Conseil considère que l'argument tiré du manque de maîtrise de la langue française et de l'absence d'un interprète à l'Office des étrangers ne peut être accueilli.

Le requérant a certes été entendu en français lors de son premier entretien du 8 novembre 2017 à l'Office des étrangers, mais il ne ressort pas, au vu du rapport administratif de cet entretien, que des difficultés d'ordre linguistique aient été signalées ou soient apparues, empêchant le requérant de s'exprimer clairement et d'être compris. De plus, l'usage du français a été un choix personnel du requérant, qui a renoncé explicitement à l'assistance d'un interprète devant l'Office des étrangers, langue qu'il a dit parler depuis l'âge de treize ou quatorze ans et grâce à laquelle il s'exprimait avec ses amis en Guinée (dossier administratif, pièce 21, p. 1). En outre, le Conseil ne s'explique pas pourquoi ces deux versions de son récit, produites à six mois d'intervalle devant la même instance et dans la même langue, à savoir le français, sont à ce point divergentes. Par ailleurs, s'il peut accueillir le constat posé dans l'attestation psychologique, selon lequel les difficultés psychiques dont souffre le requérant, rendent plus difficile son expression dans une autre langue (dossier de la procédure, pièce 12), le Conseil n'aperçoit pas en quoi, au vu de cette attestation, ces difficultés ont pu amener le requérant à produire deux versions diamétralement opposées, et ce dans une seule et même langue, devant l'Office des étrangers.

Le Conseil estime en conséquence que le Commissaire adjoint a pu légitimement conclure qu'en présentant deux récits différents quant aux raisons qui l'ont poussé à quitter son pays d'origine, le requérant ne rend pas crédibles les faits qu'il invoque ni le risque allégué.

10.2. Concernant le reproche qui est fait au requérant d'avoir affirmé à l'Office des étrangers que son frère A. était décédé alors qu'il déclare le contraire au Commissariat général, la partie requérante confirme la version donnée au Commissariat général en précisant que « *[le requérant] a parlé d'un ami qui est décédé* » à l'Office des étrangers. Elle estime que le requérant avait mal compris l'agent en raison de l'absence d'un interprète pour l'assister (requête, p. 5).

Le Conseil n'est pas convaincu par cette explication. En effet, il est pour le moins incohérent que le requérant ait, lors de sa déclaration à l'Office des étrangers, évoqué le fait qu'un ami soit décédé au moment même où il parlait de ses frères, l'absence d'un interprète ne pouvant aucunement justifier une telle confusion dans le chef du requérant ; il ressort en outre clairement de ladite déclaration (dossier administratif, pièce 21, p. 7) que le requérant présente A. comme étant né du même père que lui.

Par ailleurs, la partie requérante ne s'explique nullement sur la contradiction portant sur le fait que A. est tantôt le petit frère du requérant, tantôt son aîné ni sur celle concernant son autre frère qui s'appelle, tantôt Ma., tantôt Mo.

Le Conseil se rallie, dès lors, à la motivation de la décision attaquée sur ces deux points.

10.3. S'agissant des contradictions portant sur le niveau d'éducation du requérant et les personnes qui l'ont aidé à organiser et à fuir son pays, la partie requérante fait à nouveau valoir l'absence d'interprète à l'Office des étrangers, justification que le Conseil a déjà considérée comme n'étant pas satisfaisante et suffisante (voir point 10.1.2). En outre, le Conseil relève que la partie défenderesse reproche au requérant des divergences qui vont au-delà du simple nom des personnes qui sont intervenues dans l'organisation de sa fuite du pays, éléments par rapport auxquels la requête reste muette.

10.4. La partie requérante fait encore valoir que c'est à tort que la partie défenderesse reproche au requérant une contradiction entre ses déclarations lors de son entretien personnel au Commissariat général et celles consignées à l'Office des étrangers dans le questionnaire destiné au Commissariat général (dossier administratif, pièce 17, p. 3, rubrique 3.5) concernant la personne en possession du document d'héritage. Elle soutient que ce document se trouve entre les mains de l'imam et invoque « *des difficultés de compréhension avec l'interprète au CGRA* » (requête, p. 5).

Or, le Conseil constate que la partie requérante confirme dans sa requête (p. 5) la version donnée au Commissariat général ; il ne voit dès lors pas en quoi il y aurait eu des « *difficultés de compréhension avec l'interprète au CGRA* » et considère que la contradiction reste entière.

10.5. La partie requérante argue encore que le requérant n'a pas été confronté aux « *trois dernières contradictions* » (le niveau d'instruction, le nom des personnes l'ayant aidé à organiser son voyage, la personne en possession du testament). Elle estime que la partie défenderesse a ainsi violé l'article 17, § 2, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement.

L'article 17, § 2, de l'arrêté royal précité dispose que « *si l'agent constate, au cours de l'audition, que le demandeur d'asile fait des déclarations contradictoires par rapport à toutes déclarations faites par lui antérieurement, il doit le faire remarquer au demandeur d'asile au cours de l'audition et noter la réaction de celui-ci* ». En outre, selon le rapport au Roi relatif au même arrêté royal, l'article 17, § 2, « (...) *n'a pas non plus pour conséquence l'impossibilité de fonder une décision sur des éléments ou des contradictions auxquels le demandeur d'asile n'a pas été confronté (...). Le Commissariat général est une instance administrative et non une juridiction et il n'est donc pas contraint de confronter l'intéressé aux éléments sur lesquels repose éventuellement la décision. (...)* ».

Par ailleurs, le Conseil, comme il a été rappelé ci-dessus (point 8), dispose d'une compétence juridictionnelle de plein contentieux, en sorte qu'il est amené à se prononcer sur l'affaire en tenant compte de l'ensemble des déclarations faites par le requérant aux différents stades de la procédure et indépendamment des décisions prises antérieurement par l'instance administrative. Cela étant, la partie requérante a, par voie de requête, reçu l'opportunité d'y opposer les arguments de son choix, en sorte que le principe du contradictoire, à considérer qu'il ait été violé, peut être considéré comme rétabli dans le chef de la partie requérante.

10.6.1. De plus, la partie requérante soutient que « [...] *les - nombreuses cicatrices - telles que décrites sur [...] [le] certificat médical, sont compatibles avec les mauvais traitements dépeints par le requérant lors de son audition au CGRA* » (requête, p. 6). Se référant à une jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH, R.C. c. Suède, 9 mars 2010 et CEDH, MO. M. c. France, 18 avril 2013), la partie requérante soutient que « *les certificats médicaux produits à l'appui d'une demande d'asile doivent faire l'objet d'un examen rigoureux par les instances d'asile* » (idem, p. 6). Elle ajoute qu'il ressort également d'une jurisprudence de la même Cour, à savoir ses arrêts R.J. c. France du 19 septembre 2013 et I. c. Suède du 5 septembre 2013 dont elle reproduit des extraits, que « *pour écarter un certificat médical, le contrôle du risque relatif à l'article 3 de la CEDH ne peut s'arrêter au défaut de crédibilité, mais doit également porter sur tous les autres facteurs individuels qui, additionnés, augmentent le risque de traitement inhumain ou dégradant en cas de retour dans le pays d'origine. [...]* La seule motivation de la partie défenderesse, consistant à soutenir que « *rien ne permet de déterminer ni l'origine de ces blessures, ni les circonstances dans lesquelles elles ont été commises* », constitue une motivation générale, non individualisée et stéréotypée, qui ne peut raisonnablement pas suffire à écarter ces constats médicaux. [...] En l'espèce, l'attestation médicale est suffisamment éloquente pour confirmer les propos du requérant » (idem, pp. 6, 7 et 8).

10.6.2. Le Conseil observe que l'attestation médicale du docteur A-S. de G. du 21 août 2018 fait état de deux cicatrices, l'une d'un centimètre sur un au niveau de la poitrine qui, selon les déclarations du requérant, serait due à un coup de couteau, et l'autre de trois centimètres au niveau du front, qui, toujours selon les déclarations du requérant, serait due à un coup de hache (dossier administratif, pièce 24).

Le Conseil estime, d'une part, que ce document ne se prononce en rien sur l'origine de ces cicatrices ou sur leur caractère récent ou non, et qu'il ne contient aucun élément permettant d'établir de compatibilité avec les circonstances invoquées par le requérant - le document utilisant les termes « *selon le patient* » - et, d'autre part, qu'il ne fait pas état de séquelles permettant de conclure à l'existence d'une forte présomption de traitement contraire à l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En outre, si le Conseil ne met nullement en cause l'expertise d'un médecin qui constate des séquelles sur un patient et qui, au vu de leur gravité, émet des suppositions quant à leur origine, il considère, par contre, que, ce faisant, le médecin ne peut pas établir avec certitude les circonstances factuelles dans lesquelles ces séquelles ont été occasionnées.

Par conséquent, les développements de la requête portant sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ne permettent pas de mettre en cause l'analyse de ce document médical par le Commissaire adjoint, au vu, notamment, de son contenu fort peu circonstancié et de l'absence de toute mention quant à une éventuelle compatibilité entre les séquelles constatées et les faits allégués ; à cet égard, le Conseil observe que, dans les affaires I. C. c. Suède du 5 septembre 2013 et R. J. c. France du 19 septembre 2013 notamment, invoquées dans la requête, des documents médicaux particulièrement circonstanciés, au contraire de celui produit en l'espèce par le requérant, étaient déposés à l'appui d'un récit dont la crédibilité était, seulement en partie, défailante. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.

10.7. S'agissant de l'attestation de suivi psychologique (dossier de la procédure, pièce 12) déposée à l'audience sans autre commentaire de la partie requérante, le Conseil relève qu'elle fait état du fait que le requérant souffre d'un syndrome de stress post traumatique, qu'il « [...] éprouve une peur intense et constante de mourir. Cette peur peut être expliquée par ses antécédents. [...] Cette peur constante a un impact sur ses capacités de concentration : Il ne peut pas se concentrer longtemps car des images du traumatisme s'imposent à lui et il se dissocie ensuite. ».

A cet égard, deux questions se posent. D'une part, le requérant souffre-t-il de troubles psychiques susceptibles d'altérer sa capacité à présenter de manière cohérente les faits invoqués à l'appui de sa demande de protection internationale et, d'autre part, la pathologie constatée a-t-elle pour origine les faits relatés pour justifier la crainte alléguée ?

D'une part, si le Conseil constate que l'attestation de suivi psychologique fait état de troubles de la concentration sans plus de précisions, il n'y aperçoit pas d'autres indications que le requérant souffrirait de troubles psychiques susceptibles d'altérer sa capacité à présenter de manière cohérente les faits invoqués à l'appui de sa demande de protection internationale.

Par ailleurs, si, au cours de son entretien personnel au Commissariat général, le requérant a dit, à un moment donné : « *Je ne sais pas parler longtemps et dire une longue phrase, j'ai des vertiges après, je ne suis pas bien, c'est pour cela que je fais ça. Je suis tombé, je prends des médicaments, je ne suis pas bien* » (dossier administratif, pièce 7, p. 12), le Conseil observe que l'officier de protection a tenu compte de cette réserve, répétant ou expliquant ses questions et demandant au requérant d'être plus précis ou complet, et ce à une dizaine de reprises, et qu'il ne ressort nullement de la lecture de cet entretien que, malgré son état, le requérant aurait manifesté une difficulté à relater les événements qu'il dit être à la base de sa demande de protection internationale ni qu'il aurait fait état de troubles tels qu'ils empêcheraient un examen normal de sa demande. Lors de cet entretien, son avocat n'a, par ailleurs, fait aucune mention d'un quelconque problème qui aurait surgi et qui aurait été lié à l'état psychologique du requérant, soulignant au contraire que le déroulement de l'audition s'était bien passé (dossier administratif, pièce 7, p. 20). Dans ces circonstances, le Conseil estime que la pathologie dont souffre le requérant ne suffit pas à expliquer les nombreuses carences dans son récit.

D'autre part, ce document atteste que le requérant souffre d'un syndrome de stress post-traumatique (PTSD) et qu'il « [...] éprouve une peur intense et constante de mourir. Cette peur peut être expliquée par ses antécédents » ; il décrit ensuite les problèmes que le requérant dit avoir rencontrés en Guinée ; il n'apporte, toutefois, pas d'autre éclairage sur la probabilité que la pathologie qu'il constate soit liée aux faits exposés par le requérant à l'appui de sa demande d'asile. Ainsi, cette attestation ne permet d'inférer aucune conclusion certaine quant à l'origine des sévices que le requérant prétend avoir subis ni, dès lors, d'établir que ce dernier a été agressé et maltraité dans les circonstances et pour les motifs qu'il relate.

A cet égard, le Conseil ne met nullement en cause l'expertise du psychologue qui constate le traumatisme du requérant et qui émet une supposition quant à son origine ; par contre, il considère que, ce faisant, le psychologue ne peut pas établir avec certitude les circonstances factuelles dans lesquelles ce traumatisme a été occasionné (voir RvS, 10 juin 2004, n° 132.261 et RvV, 10 octobre 2007, n° 2 468). Ainsi, cette attestation qui mentionne que le requérant présente un état de stress post-traumatique, doit certes être lue comme attestant un lien entre les traumatismes constatés et des événements vécus par le requérant ; par contre, elle n'est pas habilitée à établir que ces événements sont effectivement ceux qu'invoque le requérant pour fonder sa demande de protection internationale. Pareille affirmation ne peut être comprise que comme une supposition avancée par le psychologue qui a rédigé l'attestation. En l'occurrence, elle ne permet pas de rétablir la crédibilité gravement défaillante des propos du requérant concernant les éléments essentiels de son récit.

10.8. En outre, dès lors que le Conseil considère, au vu des développements qui précèdent, que la partie requérante n'établit pas la réalité des faits qu'elle invoque, ni le bien-fondé des craintes qu'elle allègue, l'application en l'espèce de la forme de présomption légale établie par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, selon lequel « *le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas* », ne se pose nullement et manque dès lors de toute pertinence.

10.9. Pour le surplus, le Conseil estime que le bénéfice du doute, que sollicite la partie requérante, ne peut pas lui être accordé (requête, p. 7).

En effet, le Conseil rappelle que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé HCNUR) recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible (*Guide des procédures et critères pour déterminer le statut des réfugiés au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés* (HCNUR, Genève, 1979, réédition, 2011, pp. 40 et 41, § 196) et précise que le « *bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur* » (Ibid., § 204). De même, en application de l'article 48/6, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, « *Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres* », le bénéfice du doute est accordé « *lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies* :

- a) *le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ;*
- b) *tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ;*
- c) *les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande ;*
- d) *le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait ;*
- e) *la crédibilité générale du demandeur a pu être établie.* ».

Le Conseil considère qu'en l'espèce les conditions énoncées sous les points c) et e) ne sont pas remplies et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer à la partie requérante le bénéfice du doute qu'elle revendique.

10.10. En conclusion, le Conseil estime que les motifs précités de la décision attaquée portent sur les éléments essentiels du récit du requérant et qu'ils sont déterminants et pertinents, permettant, en effet, de conclure à l'absence de crédibilité des faits qu'il invoque et de bienfondé du risque qu'il allègue. En conséquence, il n'y a pas lieu d'examiner plus avant l'autre motif de la décision relatif à l'incohérence relevée entre le contexte familial présenté par le requérant et la réaction disproportionnée des membres de sa famille lors de la lecture du « testament » de son père, qui est surabondant, ainsi que les arguments de la requête qui s'y rapportent (requête, p. 6), pas plus que celui soulevé par la partie requérante concernant le fait que le requérant ne peut prétendre à une protection de la part des autorités guinéennes car les fils de sa marâtre sont membres des forces de l'ordre (idem, p.6), cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'octroyer le statut de protection subsidiaire au requérant en vertu de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.

11. Pour le surplus, le Conseil constate que la partie requérante ne fournit pas le moindre argument ou élément dans la requête, qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement en Guinée correspond à un contexte de violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans les déclarations de la partie requérante ainsi que dans les pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure, aucune indication de l'existence d'une telle situation.

Les conditions requises pour que trouve à s'appliquer l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980 font en conséquence défaut en sorte que la partie requérante ne peut pas se prévaloir de cette disposition.

12. Pour le surplus, le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur la demande d'annulation formulée par la partie requérante.

13. Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se réfère à l'audience aux écrits de la procédure et à la note complémentaire déposée à l'audience.

14. En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni

qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le premier juillet deux-mille-dix-neuf par :

M. M. WILMOTTE, président de chambre,

Mme M. PAYEN, greffier assumé.

Le greffier, Le président,

M.PAYEN

M. WILMOTTE